

Conférence de presse conjointe de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, sur la régulation des marchés financiers, la crise au sein de la Zone euro et sur les relations franco-allemandes, à Berlin le 14 juin 2010.

MME ANGELA MERKEL -- Mesdames, messieurs, je suis heureuse de recevoir le Président de la République, Nicolas SARKOZY, à Berlin. Nous avons prévu cette rencontre afin de préparer les prochaines rencontres internationales et pour discuter des travaux dans l'Union européenne. Nous avons en particulier parlé de la préparation du G20 à Toronto et également de la préparation du G8. Nous avons aussi abordé la préparation du Conseil européen qui se tient jeudi.

Tout d'abord, nous sommes convenus que nous enverrions une lettre commune à la Présidence du G20, au Premier ministre canadien HARPER, pour montrer clairement quelles sont nos conceptions communes pour une réussite du G20. Il s'agit notamment des progrès en matière de régulation financière. Nous ne sommes pas encore satisfaits de ce qui a été fait depuis les premières réunions du G20 et nous pensons qu'il faut accélérer la régulation. D'autre part nous ne sommes pas satisfaits non plus de l'état des délibérations sur une taxe bancaire. Il faut qu'au G20, on arrive à une position commune où bien-sûr, chaque Etat membre du G20 peut agir de façon particulière, mais qu'il y ait une déclaration de principe pour dire que la taxe bancaire est un moyen permettant d'éviter qu'à l'avenir, les contribuables aient une nouvelle fois à financer les problèmes des banques. Et, troisièmement, nous avons convenu qu'il y aurait une taxe sur les transactions financières internationales. C'est ce que nous allons réclamer et toutes ces positions, nous allons les formuler dans une lettre commune.

Deuxièmement, nous avons parlé des enseignements à tirer de la crise et des impulsions que l'on pouvait donner au groupe de travail d'Herman VAN ROMPUY qui siège au niveau des ministres des finances. Les enseignements que nous voulons tirer sont les suivants : il faut renforcer le pacte de stabilité et de croissance et nous sommes également d'accord pour dire que d'un côté, il faut tirer les leçons -- et les ministres des finances en parlent déjà -- pour voir comment dans le cadre des traités, nous pouvons renforcer la culture de stabilité, mais, par ailleurs, nous sommes également d'accord pour dire qu'il faut envisager des modifications des traités. La France et l'Allemagne formuleront prochainement des propositions et l'une des possibilités sera la suspension du droit de vote des pays qui ne respectent pas les règles. C'est quelque chose qui est important parce que nous avons besoin de traités qui soient réellement opérationnels, qui permettent de mettre en oeuvre la politique de stabilité et de croissance.

Ensuite, s'agissant de la préparation du Conseil européen de jeudi, où l'on veut adopter la stratégie de croissance « UE2020 », nous avons parlé de la coopération au sein de l'Union européenne. Je voudrais rappeler - ce qui est important à mes yeux, ce qui est important à nos yeux à l'un et à l'autre -, c'est qu'en Europe, nous avons besoin du Conseil européen avec les 27

comme gouvernement économique. C'est important parce que les 27 chefs d'Etat et de gouvernement sont les représentants des traités qui donnent leur forme au marché intérieur, à la mise en oeuvre des réformes structurelles. Donc, nous avons besoin d'un gouvernement économique fort, nous avons besoin d'un gouvernement économique renforcé. Plus fort que ce qui existe aujourd'hui et pour moi - et ça, c'est un point important - ce gouvernement économique, ce sont les 27 chefs d'Etat et de gouvernement. Ce n'est que de cette façon que, compte tenu des faiblesses dont souffre l'Europe aujourd'hui, ce n'est que de cette façon que nous pourrions faire que l'Europe aille de nouveau de l'avant. Cela, c'est la base de la stratégie de Lisbonne où l'Europe devait devenir le continent le plus dynamique du monde. Malheureusement, l'Europe en est loin dans plus d'un domaine. Nous avons le potentiel mais au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, nous devons continuer d'y travailler dans le cadre d'un gouvernement économique.

D'autre part, et cela s'est déjà produit à trois reprises depuis la crise, nous avons convenu qu'en cas de nécessité, les 16 Etats membres de la zone Euro pouvaient se réunir. Alors, il ne s'agit pas de créer de nouvelles institutions, ce dont il s'agit ici, c'est qu'en cas de problème, en cas de nécessité, de pouvoir agir de façon pragmatique et opérationnelle et les trois exemples que l'on a connus en la matière ont bien montré comment nous pouvons nous atteler au problème et trouver des solutions. Je crois que ceci donne un signal clair qui montre bien la capacité d'agir des institutions européennes, le gouvernement économique. Et cela montre aussi que s'il y a des problèmes avec l'euro - ce que nous avons connu dans la période écoulée - à ce moment là, nous pouvons avoir des réunions à visée pragmatique.

Mon sentiment, c'est que ces entretiens ont été extrêmement utiles, notamment dans l'optique du G20, dans l'optique du développement de la culture de stabilité. Nous savons tous à quel point il est important que l'Europe montre clairement que nous avons compris les signaux envoyés : nous avons besoin non seulement de budgets consolidés et assainis, mais nous avons aussi besoin dans l'Union européenne de cette impulsion pour une amélioration des structures. Il faut véritablement mettre en avant la valeur ajoutée des 27 Etats membres, ce que nous montrerons dans un gouvernement économique des 27.

Merci, cher Nicolas, d'avoir été des nôtres aujourd'hui et je pense que l'Allemagne et la France ont montré qu'elles sont en capacité d'agir et qu'elles veulent forger l'avenir de l'Europe.

LE PRESIDENT -- Mes premiers mots sont d'abord pour féliciter mes amis allemands du remarquable démarrage de l'équipe de football allemande dans la coupe du monde. Nous en sommes heureux pour vous, c'est même assez spectaculaire.

Deuxièmement, et plus sérieusement, plus que jamais, l'Allemagne et la France sont décidées à parler d'une même voix, à assumer des initiatives communes pour donner à l'Europe les moyens de ses ambitions légitimes et, pour tirer les conséquences de crises financières à répétition dont nous ne voulons plus.

Nous avons donc, comme l'a dit la Chancelière, décidé de prendre des initiatives communes s'agissant du G20 de Toronto. Nous allons envoyer une lettre au Premier Ministre canadien Stephen HARPER, pour lui demander d'être plus ambitieux sur la régulation financière, pour porter un projet de taxe sur les transactions financières et l'Allemagne et la France, nous porterons le même projet pour réclamer la création d'une taxe bancaire que nous appliquerons dans le même mouvement, l'Allemagne et la France. Donc, à Toronto, l'Allemagne et la France, nous voulons faire bouger les choses rapidement.

S'agissant de l'Union européenne, naturellement, notre position est commune sur la soutenabilité et le renforcement du pacte. Sur les sanctions et la proposition que nous faisons ensemble c'est celle d'une suspension des droits de vote. Là aussi, Madame MERKEL et moi, nous allons soumettre des propositions communes à Herman VAN ROMPU. S'agissant également de la stratégie de croissance au Conseil européen de jeudi, nous dirons, madame MERKEL et moi-même, la même chose à monsieur BARROSO sur la stratégie de croissance.

Enfin, je veux dire mon accord plein et entier et ma joie d'entendre dans la bouche de la Chancelière la nécessité du renforcement du gouvernement économique de l'Europe. Il y a un problème de cohérence et c'est très important à mes yeux. Naturellement, ce gouvernement

problème de cohérence et c'est très important à mes yeux. Naturellement, ce gouvernement économique, il est dans le cadre du Conseil européen à 27 et nous nous sommes mis d'accord pour qu'en cas de nécessité, les 16 chefs d'Etat et de gouvernement puissent se réunir sur les sujets propres à la zone Euro. Je suis convaincu, comme Madame MERKEL, que la solution aux problèmes de l'Europe ne réside pas dans la création de nouvelles institutions mais dans la possibilité de réunions opérationnelles, pragmatiques, rapides. Et je voudrais terminer par cela, on l'a bien vu dans la crise, les marchés, les spéculateurs - qui ne sont pas la même chose -, peuvent réagir au millionième de seconde. Nos procédures doivent être plus opérationnelles et plus pragmatiques. Donc, gouvernement économique à 27 et, en cas de nécessité, des réunions pour les problèmes de l'Euro dans la zone Euro. Je crois que c'était très important que l'Allemagne et la France une nouvelle fois puissent partager une vision commune. C'est ce que nous avons fait et je remercie Angela pour son invitation que nous allons poursuivre par un dîner.

QUESTION - Je voudrais un commentaire sur les Espagnols qui ont dit que leurs banques avaient des difficultés à se financer à l'étranger. Est-ce qu'un plan d'intervention européen est envisageable si le plan de soutien des banques espagnoles n'est pas suffisant ? Et je voudrais savoir si dans vos discussions et dans les propositions que vous allez faire, est envisagée ou non la possibilité de restructurer la dette d'un pays de la zone euro qui serait en difficulté ? Monsieur SARKOZY, j'en déduis donc que vous avez renoncé à ce qu'il y ait un secrétariat de l'Eurogroupe comme la rumeur en avait couru ?

MME ANGELA MERKEL -- En ce qui concerne l'Espagne, je crois que la nouvelle importante c'est que nous avons un dispositif de sauvegarde pour l'ensemble de la zone euro. Ce dispositif a été approuvé par les principaux pays et je crois donc que c'est là un message très, très important en direction des marchés. S'il devait y avoir des problèmes, nous pouvons y faire face. Ce dispositif peut être activé à tout moment, les conditions sont claires et je crois qu'il n'y a pas lieu d'être inquiet. C'était d'ailleurs précisément l'objet de nos travaux. Nous avons besoin d'un tel dispositif de soutien. Que ce soit l'Espagne ou un autre pays, chaque pays sait qu'il peut recourir à ce mécanisme en cas de besoin. Je crois que c'est notre intérêt à tous de ne pas jeter de l'huile sur le feu au gré de telle ou telle rumeur. Il ne faut pas se retrouver avec des prophéties autoréalisatrices. Voilà pourquoi je ne participerai pas à ce genre de spéculations.

LE PRESIDENT -- Sur l'Espagne, je partage exactement la réponse de la Chancelière et sur ce que nous avons dit pour le gouvernement économique, Madame MERKEL et moi-même nous avons discuté de façon approfondie : comment pouvions-nous tirer les leçons de la crise que nous avons connue ? Tout le monde est d'accord aujourd'hui sur la nécessité d'un gouvernement économique de l'Europe, pour renforcer la cohérence économique en Europe. Ce gouvernement, naturellement, il est à 27 puisque l'Europe, c'est 27 £ mais nous avons choisi également d'être pragmatique puisqu'à l'intérieur des 27, il y a 16 pays qui ont la même monnaie. En cas de nécessité, s'agissant des problèmes de la zone euro, nous nous réservons de réunir les 16. Ensuite, sur la question du secrétariat, chacun peut avoir des idées en la matière. Il y a quelque chose que nous avons en commun Madame MERKEL et moi, c'est que l'on doit être opérationnel et sortir des débats institutionnels. Il se trouve que c'est grâce à la présidence de Madame MERKEL que l'on a pu avoir Lisbonne et par ailleurs Monsieur SOCRATES y a joué un rôle et que j'ai également prêté la main à cela. Qu'est-ce que l'on avait dit Madame MERKEL et moi ? Que Lisbonne serait la dernière étape des réformes institutionnelles et qu'après il fallait se consacrer de manière opérationnelle et pragmatique.

C'est le compromis que nous avons fait ensemble et je crois qu'il est bon. Pourra-t-il y avoir d'autres changements ? On en a parlé avec Madame MERKEL, c'est toute la question des sanctions. Nos équipes et nous-mêmes nous en avons parlé et nous, nous pensons proposer au groupe de Monsieur VAN ROMPUY comme sanction, la suspension des droits de vote. Il y aura une analyse juridique. Certains nous disent qu'il faut une modification des traités, eh bien dans ce cas on la proposera £ d'autres nous disent qu'il n'y aura pas besoin de modification des traités, dans ce cas là, on ne le fera pas.

Ce que l'on a choisi de faire, c'est d'être pragmatique, d'être opérationnel et de montrer une Europe réactive, proactive, même s'il le faut, et ne pas nous engager dans des débats

théologiques qui nous feraient beaucoup de mal. Donc gouvernement économique, l'espace naturel de ce gouvernement économique il est à 27, mais s'il y a un problème dans la zone euro, eh bien nous nous réunirons dans le cadre de la zone euro. Et l'on a convenu tous les deux qu'il valait mieux alléger les systèmes européens en ne multipliant pas les institutions pour privilégier le pragmatisme. Je crois qu'en faisant cela, on a fait chacun un pas l'un vers l'autre. Et toute l'Europe, et - pardon de le dire -, peut-être même au-delà de l'Europe, on attendait que l'Allemagne et la France trouve un accord pour tirer les conséquences de la crise que l'Europe et le monde ont connue. Voilà très exactement le résultat auquel nous sommes arrivés.

MME ANGELA MERKEL -- Si je peux encore ajouter un mot et vous dire comment je vois les choses. La situation actuelle montre qu'il ne s'agit pas simplement de faiblesses de tel ou tel pays. Ce que l'on attend, c'est que l'Europe se renouvelle sur le plan des structures, structurellement, et donc notre approche commune, c'est que l'on coopère mieux au niveau des 27. La France a créé ce concept de gouvernement économique. Je m'y suis volontiers associée pour dire : gouvernement économique à 27 pour qu'il n'y ait pas de division au sein de l'Union européenne nous voulons créer ce gouvernement économique.

Donc, on a vu au cours des derniers mois qu'il y a eu à trois reprises des réunions au niveau de l'Eurogroupe dans des situations difficiles. Donc, il ne s'agit pas de nouvelles institutions mais, en cas de besoin, il faut savoir faire preuve de flexibilité et aborder les choses de façon pragmatique. L'essentiel du travail c'est au niveau des 27 et en cas de nécessité, on a des réunions de l'Eurogroupe. Je crois que c'est un point d'accord tout à fait important et il était essentiel de donner comme signal à l'Europe que nous ne voulons pas diviser, avoir des membres de première et de seconde classe, mais qu'il peut y avoir des problèmes particuliers, des nécessités particulières.

QUESTION - Monsieur le Président, dans le livre consacré à votre campagne électorale, Yasmina REZA vous cite en disant que vous vous sentez terrorisé à Berlin. Vous êtes toujours terrorisé à Berlin ou cela a changé ?

LE PRESIDENT -- Est-ce que j'ai l'air terrorisé ? Je vais vous dire une chose, je viens toujours en Allemagne avec plaisir. Et je vais même vous dire une autre chose : j'admire à titre personnel la réussite des entreprises allemandes. J'apprécie les efforts de mes amis allemands et vous n'avez jamais entendu un mot de moi pour mettre en cause cela. Je peux même vous dire une chose : quand j'ai fait campagne pour devenir Président de la République, j'ai expliqué aux Français qu'il fallait travailler davantage et je pensais à ce qu'avaient fait nos amis allemands. Donc, c'est toujours un plaisir pour moi de venir, de discuter avec Madame MERKEL.

Je pense que ceux qui nous voient vivre de l'extérieur n'ont pas exactement compris comment on fonctionne. Nous sommes deux personnes assez franches, qui avons des convictions et qui avons beaucoup de plaisir à débattre et à confronter ces convictions. Nous n'avons pas une tradition peut-être de facilité, un peu hypocrite. Nous n'évacuons pas les problèmes, ni Madame MERKEL, ni moi-même. Quand je vois tout ce que nous avons fait ensemble depuis trois ans, tout ce que nous avons eu comme épreuves à surmonter depuis trois ans, on l'a toujours fait ensemble. Cela ne veut pas dire que l'on a été spontanément d'accord tout de suite, on en a débattu profondément. Mme MERKEL aime être convaincue et moi aussi. On a vu quelque chose : c'est quand on était ensemble, que l'on additionnait la force de l'Allemagne et la force de la France qu'on gagnait. Alors peut-être que la prochaine fois, il faudra que j'invite Yasmina REZA.

MME ANGELA MERKEL - Ce que je dirais, c'est qu'il s'agissait d'un livre sur la campagne électorale mais en tout cas, ne serait-ce que pour cette raison, ça valait bien la peine que Nicolas SARKOZY devienne Président de la République française parce que depuis qu'il est Président, il n'a en tout cas plus besoin de se sentir terrorisé.

QUESTION - La Chancelière a parlé de la nécessité de budget assaini et consolidé. Vous-même Monsieur le Président vous venez de parler de franchise. Alors est-ce que le plan d'austérité du Gouvernement allemand, Monsieur le Président, vous inquiète ? Est-ce que le plan français, Madame la Chancelière, vous rassure ?

MME ANGELA MERKEL - Nous avons eu un échange sur nos projets respectifs et je crois que

nous avons fait ce qu'il fallait. Je crois que, sur cette question de la consolidation budgétaire ou de la stabilité, la France prévoit également des mesures d'importance. Nous agissons de la sorte par conviction car nous pensons que l'Allemagne, qui est un pays avec de profonds bouleversements démographiques, doit préparer l'avenir. Nous avons besoin de budgets tels que nous ne vivions plus au dessus de nos moyens parce que sinon, les générations futures auront de moins en moins de marge. Et je vous le dis sans ambages, l'Allemagne a un PIB supérieur à 2 000 milliards d'euros. Si, au niveau structurel, au niveau fédéral, on fait 10 milliards d'économies, ne croyez pas qu'on étouffe la croissance en Allemagne ou que l'on étouffe la croissance. Au contraire, je crois même que si les Allemands ont le sentiment que nous oeuvrons pour une monnaie stable, que nous oeuvrons pour des budgets équilibrés, à ce moment-là les Allemands seront davantage prêts à dépenser l'argent qu'ils ont économisé parce qu'ils auront confiance dans l'avenir, plutôt que si nous vivons à crédit et faisons le contraire. Voilà notre conviction et je crois qu'il y a une large convergence entre nous là-dessus.

LE PRESIDENT - Je n'ai aucunement à m'insérer dans le débat politique allemand. Je comprends parfaitement la politique économique et budgétaire de la Chancelière, je ne vois pas d'ailleurs comment on pourrait le lui reprocher. Je voudrais dire que, s'agissant de la France, cela fait 3 ans que je suis Président de la République, c'est moi-même qui ai mis en place le non renouvellement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite -100 000 fonctionnaires de moins en France en 3 ans -, j'ai annoncé la nécessité de la réforme des retraites avant même la crise récente que nous avons connue en Grèce et notre projet sera connu mercredi matin. Par ailleurs, vous voyez bien tout ce que j'essaie de faire pour que la France ait une politique raisonnable et que les objectifs de réduction des déficits et des dépenses publiques soient strictement tenus. Donc sur ce sujet encore, la Chancelière et moi-même nous marchons main dans la main. Il ne peut pas en être autrement. Une responsabilité commune de la France et de l'Allemagne, de l'Allemagne et de la France. De surcroît, indépendamment de nos innombrables rencontres, nous nous parlons régulièrement au téléphone. Nos équipes travaillent ensemble. J'étais au courant de ce qui se passait ici et Madame MERKEL sait très exactement quel sera le projet de réforme des retraites en France et quel sera le projet de budget 2011. C'est une question de confiance et de proximité. On travaille main dans la main. J'ajoute que je ne connais pas un seul chef de gouvernement dont la situation soit si facile qu'il puisse se permettre de travailler sans le soutien des autres.

MME ANGELA MERKEL -- Le principe de la solidarité a toujours prévalu dans l'Union européenne. Il existe des fonds de solidarité. On a toujours eu le concept de pays contributeur net ou de pays qui reçoit des autres. Il ne s'agit pas de faire des chèques en blanc à des pays en situation économique ou financière difficile. Nous avons un mécanisme de soutien que nous avons mis en place pour faire face à des situations particulières.

A propos de la coalition, nous travaillons de la façon dont nous devons travailler. Demain la commission de la coalition va se réunir. Nous allons finaliser ce qui relève du plan d'économie et de consolidation qui a été décidé dans le pays et nous allons continuer dans ce sens. N'oublions pas que nous nous situons actuellement dans une phase tout à fait cruciale pour l'avenir de l'Europe et la coalition entend bien faire son travail en ce sens. Nous allons travailler en Allemagne pour cela tout comme l'Allemagne et la France travaillent pour atteindre les objectifs qu'elles doivent atteindre. Ce sont là les signaux les plus importants qui sont attendus de nous en Europe, qui permettront à l'Europe de trouver la force lui permettant de relever les défis de l'avenir. L'Allemagne entend le faire également.